

Direction de la Citoyenneté
Bureau des Procédures Environnementales
IC19419

INSTALLATIONS CLASSES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE SOCIÉTÉ SUEZ RV CENTRE OUEST – COMMUNE DE PRUDEMANCHE SITE DE PRUDEMANCHE 1 ET PRUDEMANCHE 2 N° ICPE : 100-09032 et 100-00442

**La Préfète d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 août 2003 autorisant la société SITA CENTRE OUEST à exploiter une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Prudemanche ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2008 modifiant les conditions d'exploitation et autorisant l'extension du centre de stockage de déchets non-dangereux exploité par la société SITA CENTRE OUEST sur le territoire de la commune de Prudemanche ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 septembre 2013 portant modification des prescriptions pour le traitement des lixiviats in-situ et la valorisation du biogaz, ainsi que la recirculation des lixiviats dans les alvéoles du site ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 14 juin 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement suite à la visite du 21 mai 2019 ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite au directeur de la société SUEZ RV CENTRE OUEST, qui n'a formulé aucune remarque dans le délai imparti ;

Vu l'arrêté de mise en demeure de la société SUEZ RV CENTRE OUEST – commune de Prudemanche, site PRUDEMANCHE 1 et PRUDEMANCHE 2 du 16 mai 2018 ;

Vu la demande de prolongation du délai de respect de la mise en demeure formulée par l'exploitant par courrier du 27 mai 2019 ;

Considérant que la hauteur des lixiviats dans les 24 alvéoles de Prudemanche 1 et dans les alvéoles 1.1, 1.2, 2.1 et 2.2 de Prudemanche 2 est supérieure à 30 cm ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2008, de l'article 4, paragraphe 2.7.1 de l'arrêté préfectoral du 18 août 2003 et l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2008 susvisés ;

Considérant le risque de pollution du sol et des eaux souterraines ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SUEZ RV CENTRE OUEST de respecter les prescriptions de l'article 4, paragraphe 2.7.1 de l'arrêté préfectoral du 18 août 2003 et les prescriptions l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2008 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant a engagé des mesures en vue de diminuer le niveau des lixiviats ;

Considérant le vol de près de 1 000 m de câbles électriques dans l'installation survenu en février 2019, ayant entraîné l'arrêt des dispositifs de pompage des deux sites Prudemanche 1 et Prudemanche 2 ; *

Considérant le dépassement récurrent de la valeur limite d'émission du dioxyde de soufre (SO₂), - prescrite à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2008 - au niveau de la torchère depuis novembre 2017;

Considérant le risque de pollution atmosphérique ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

Article 1 – L'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 mai 2018 est remplacé par l'article suivant :

« **Article 2** - La société SUEZ RV CENTRE OUEST exploitant deux installations de stockage de déchets non-dangereux, non-inertes sise La Mare Franc Jeu - Le Pérou sur la commune de Prudemanche est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4, paragraphe 2.7.1 de l'arrêté préfectoral du 18 août 2003 et l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2008 en ramenant la hauteur des lixiviats dans les alvéoles sous la hauteur prescrite dans les arrêtés du 18 août 2003 et du 23 décembre 2008, pour le 15 novembre 2019. »

Article 2 – La société SUEZ RV CENTRE OUEST exploitant deux installations de stockage de déchets non-dangereux, non-inertes sise La Mare Franc Jeu - Le Pérou sur la commune de Prudemanche est mise en demeure de respecter la valeur limite d'émission du dioxyde de soufre au niveau du rejet de la torchère conformément aux dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2008 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 – Dans le cas où les obligations prévues aux articles 2 et 3 ne seraient pas satisfaites, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 5 - Notifications-publications

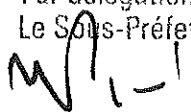
- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.

Article 6 - Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le

12 JUL. 2019

La Préfète,
Pour le Préfet empêché,
Par délégation,
Le Sous-Préfet,


Wassim KAMEL